

 Précis Dalloz

droit administratif

la fonction publique
les biens publics
les travaux publics

Jean-Marie Auby
Robert Ducos-Ader

Cinquième édition



DALLOZ

PRÉCIS DALLOZ

3106 $\frac{2}{2}$

D534 (17)

DROIT ADMINISTRATIF

La fonction publique. Les biens publics.
Les travaux publics.

Jean-Marie AUBY

Professeur à l'Université
de Bordeaux I
Doyen honoraire
Président d'Université
honoraire

Robert DUCOS-ADER

Professeur aux Universités
de Bordeaux I et de Paris-sud (XI)
Avocat à la Cour
de Bordeaux

Cinquième édition

5106
CENTRE UNIVERSITAIRE
DE TIZI-OUZOU
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

DALLOZ

11, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05

1979

TABLE DES MATIERES

(Le premier chiffre renvoie au numéro du paragraphe,
le second à la page)

PREMIÈRE PARTIE LA FONCTION PUBLIQUE

TITRE I LES PROBLÈMES GÉNÉRAUX

CHAPITRE I. — La fonction publique dans l'Etat	3
1. La notion de fonction publique	3
2. Le développement du personnel administratif. Ses causes ..	5
3. Le développement du personnel administratif. Indications statistiques	11
4. La dépendance de l'administration vis-à-vis du pouvoir politique	13
5. L'action de l'administration sur le pouvoir politique	14
CHAPITRE II. — La composition du personnel de l'administration	19
SECTION 1. — LES COLLABORATEURS DE L'ADMINISTRATION ..	19
6. Les collaborateurs bénévoles de l'administration	19
7. Les collaborateurs requis	21
8. Les contractants de l'administration	22
9. Les officiers ministériels	22
SECTION 2. — LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION. LE PERSONNEL SOUMIS A UN RÉGIME DE DROIT PUBLIC ET LE PERSONNEL SOUMIS A UN RÉGIME DE DROIT PRIVE	23
SOUS-SECTION 1. — <i>La distinction des agents publics et des salariés privés de l'administration</i>	23
10. Le principe de la distinction	23
11. Le critère de la distinction	25

SOUS-SECTION 2. — <i>Les différentes catégories d'agents publics. Les fonctionnaires</i>		27
12.	La notion de fonctionnaire. Sa relativité	27
13.	La notion de fonctionnaire au sens du statut de 1959	28
14.	La notion de fonctionnaire communal	29
SOUS-SECTION 3. — <i>Les différentes catégories d'agents publics. Les agents publics non titulaires de l'État</i>		30
15.	Généralités	30
16.	Les auxiliaires	31
17.	Les agents temporaires	32
18.	Les membres des cabinets ministériels	32
19.	Les agents publics contractuels	33
SOUS-SECTION 4. — <i>Les salariés privés de l'administration</i>		35
20.	La notion et la place des salariés privés de l'administration	35
SECTION 3. — LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION. LE PERSONNEL PLACÉ SOUS UN RÉGIME STATUTAIRE ET LE PERSONNEL PLACÉ SOUS UN RÉGIME CONTRACTUEL		36
21.	Les controverses sur la situation juridique des agents de l'administration	36
22.	Le régime statutaire	38
23.	Le régime contractuel	39
24.	Le régime applicable aux agents publics contractuels	40
25.	Le régime applicable aux salariés privés de l'administration	41

TITRE II

LA GESTION ET L'AMÉNAGEMENT INTERNE
DE LA FONCTION PUBLIQUE

CHAPITRE I. — La gestion de la fonction publique		43
SECTION 1. — LES PRINCIPES DE LA GESTION		43
26.	Le principe d'autorité	43
27.	La pénétration des principes démocratiques	46
SECTION 2. — LES STRUCTURES DE GESTION		48
28.	Généralités	48
29.	Les organes généraux. Le Premier Ministre	49
30.	La direction générale de l'administration et de la fonction publique	50
31.	Le conseil supérieur de la fonction publique	50

32.	Les organes particuliers aux divers services. Les commissions administratives paritaires	52
33.	Les comités techniques paritaires	53
34.	Les autres organes	54
CHAPITRE II. — L'aménagement interne de la fonction publique		56
35.	La fonction publique et les structures administratives	56
36.	Les structures particulières de la fonction publique	57
37.	Les corps de fonctionnaires	58
38.	Les grades	59
39.	Les emplois	61
40.	La distinction du grade et de l'emploi	61

TITRE III

LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

CHAPITRE I. — Les sources du statut		65
41.	Généralités et historique	65
42.	Le statut de 1959	68
43.	Le domaine d'application du statut de 1959	69
44.	L'inapplication du statut aux personnes occupant des emplois supérieurs	70
45.	Les statuts particuliers	72

CHAPITRE II. — Le recrutement des fonctionnaires ..		75
--	--	----

SECTION 1. — LES CONDITIONS D'ACCÈS A LA FONCTION
PUBLIQUE

SECTION 1. — LES CONDITIONS D'ACCÈS A LA FONCTION PUBLIQUE		75
46.	Le principe d'égalité admissibilité aux emplois publics	75
47.	Les tempéraments au principe : les restrictions fondées sur le sexe	77
48.	Les tempéraments au principe : les restrictions résultant de la législation sur les emplois réservés	78
49.	Les conditions d'accès aux emplois publics	79
50.	Conditions de nationalité	79
51.	Conditions relatives aux droits civiques	80
52.	Conditions relatives à la situation militaire	80
53.	Conditions d'aptitude physique	81
54.	Conditions de moralité	81
55.	Conditions d'âge	82
56.	L'engagement de servir l'administration	82

SECTION 2. — LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DES FONCTIONNAIRES	83
57. Les procédés de recrutement	83
58. La notion de concours	84
59. Le principe du concours	84
60. La promotion interne	85
61. Le régime juridique du concours. Généralités	87
62. Les opérations préalables au concours	88
63. Les opérations de concours	90
64. Le contentieux du concours	91
65. L'organisation des concours	93
66. Le stage	94
SECTION 3. — LA FORMATION PROFESSIONNELLE	95
67. Généralités	95
68. Les types d'actions de formation professionnelle	96
SECTION 4. — LA NOMINATION	99
69. Les conditions de validité de la nomination. Règles de compétence et de forme	99
70. Les conditions de validité de la nomination. Règles de fond	100
71. Le contrôle de la régularité de la nomination	104
72. Les effets de la nomination	104
73. L'installation	105
CHAPITRE III. — La carrière du fonctionnaire	106
SECTION 1. — LES POSITIONS DU FONCTIONNAIRE VIS-A-VIS DE L'ADMINISTRATION	106
74. Généralités	106
75. La position d'activité	107
76. Le détachement	108
77. La disponibilité	110
78. La position hors cadre	112
79. La position sous les drapeaux	113
80. La position de congé post-natal	113
SECTION 2. — LA NOTATION	113
81. Le principe et les modalités de la notation	113
82. Les conséquences et le contentieux de la notation	115
SECTION 3. — L'AVANCEMENT	116
83. Généralités	116
83 bis. Le régime de l'avancement. L'avancement de grade	118
84. Le régime de l'avancement. L'avancement d'échelon	122
SECTION 4. — LES CHANGEMENTS D'AFFECTATION	123
85. La mutation	123

86. La permutation	125
87. L'affectation des époux fonctionnaires	125
88. La mobilité	125
SECTION 5. — LA CESSATION DEFINITIVE DES FONCTIONS ...	126
89. Généralités	126
90. La démission	127
91. Le licenciement	128
92. La mise à la retraite	130
93. La révocation	131
94. La radiation des cadres	132
CHAPITRE IV. — Les avantages matériels attachés à la fonction publique	133
SECTION 1. — LES AVANTAGES MATERIELS DU FONCTIONNAIRE EN ACTIVITE	133
95. Le principe du traitement	133
96. La nature du traitement	134
97. Les problèmes généraux du traitement	136
98. La concertation salariale	139
99. Le calcul des traitements	139
100. Le versement du traitement	140
101. Les indemnités	142
102. Les avantages sociaux et en nature	143
103. Les congés	145
SECTION 2. — LES AVANTAGES MATERIELS DU FONCTIONNAIRE. LA PENSION DE RETRAITE	147
104. La pension de retraite. Généralités	147
105. Les caractères généraux et la nature de la pension de retraite	148
106. Le financement de la pension	150
107. Les conditions du droit à pension	150
108. Le calcul de la pension	151
109. L'attribution de la pension	152
110. Le paiement de la pension	154
111. Les autres avantages. L'honorariat	155
CHAPITRE V. — Les obligations du fonctionnaire	157
SECTION 1. — LES OBLIGATIONS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS	157
112. L'obligation d'exercer les fonctions	157
113. L'obligation d'exercice exclusif de la fonction	158
114. L'obligation d'obéissance	162
115. L'obligation de respecter la légalité	163
116. L'obligation d'impartialité et de neutralité	164

117. L'obligation de probité et de désintéressement	164
118. L'obligation de secret professionnel et de discrétion professionnelle	166
SECTION 2. — LES OBLIGATIONS DU FONCTIONNAIRE DANS SA VIE PRIVÉE	169
119. L'obligation de résidence	169
120. L'obligation de désintéressement	170
121. L'obligation de dignité	170
122. Les obligations du fonctionnaire retraité	171
CHAPITRE VI. — La protection des fonctionnaires	173
SECTION 1. — LA PROTECTION DES FONCTIONNAIRES VIS-A-VIS DES ADMINISTRÉS	173
123. La protection pénale des fonctionnaires	173
124. Les privilèges de juridiction	174
125. La protection civile	175
SECTION 2. — LA PROTECTION DES FONCTIONNAIRES VIS-A-VIS DE L'ADMINISTRATION	176
126. Les garanties administratives	176
127. Les garanties juridictionnelles. La compétence	177
128. Les garanties juridictionnelles (suite). Les recours exercés par les fonctionnaires	178
CHAPITRE VII. — Les fonctionnaires et les libertés publiques	181
SECTION 1. — LA LIBERTÉ DE RÉUNION	181
129. Le principe et ses limites	181
SECTION 2. — LA LIBERTÉ D'OPINION	182
130. Le principe	182
131. L'expression des opinions dans le service	183
132. L'expression des opinions en dehors du service. L'obligation de réserve	184
SECTION 3. — LA LIBERTÉ DE GROUPEMENT	187
133. Le principe de la liberté	187
134. L'exercice du droit d'association et du droit syndical	188
135. Le rôle des groupements	191

SECTION 4. — LE DROIT DE GREVE	192
136. Généralités	192
137. Historique	194
138. Le principe de licéité de la grève	195
139. La notion de grève	196
140. La réglementation de l'exercice du droit de grève. La loi du 31 juillet 1963	197
141. Les limitations du droit de grève	199
142. Les conséquences de la grève illicite	202
143. Les conséquences de la grève licite	203
CHAPITRE VIII. — Le régime disciplinaire de la fonction publique	205
144. Généralités	205
SECTION 1. — LA FAUTE DISCIPLINAIRE	206
145. La notion de faute disciplinaire	206
146. L'appréciation de la faute	208
147. Faute disciplinaire et infraction pénale	209
SECTION 2. — LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE	211
148. Procédure administrative et procédure juridictionnelle ..	211
149. La suspension	212
150. La communication du dossier	213
151. La comparution devant un Conseil de discipline	216
SECTION 3. — LA SANCTION DISCIPLINAIRE	219
152. La notion de sanction disciplinaire	219
153. L'application de la sanction	222
154. Les formes de la sanction	223
155. La disparition de la sanction	223
SECTION 4. — LE RECOURS CONTRE LA SANCTION DISCIPLINAIRE	224
156. Le recours administratif	224
157. Le recours devant le Conseil supérieur de la fonction publique	224
158. Le recours juridictionnel	225
159. Les conséquences de l'annulation d'une sanction illégale ..	226

DEUXIÈME PARTIE
LES BIENS PUBLICS

160. Généralités	229
------------------------	-----

TITRE I
LE DOMAINE PUBLIC

CHAPITRE INTRODUCTIF. — Le principe de la distinction du domaine public et du domaine privé ...	233
---	-----

SECTION 1. — L'ORIGINE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA DISTINCTION	233
--	-----

161. L'ancien régime	233
162. La période révolutionnaire	234
163. Le code civil	235
164. L'apparition de la distinction du domaine public et du domaine privé	236
165. La consécration de la distinction	237
166. L'évolution de la conception du domaine public	237

SECTION 2. — LA VALEUR DE LA DISTINCTION	239
--	-----

167. Les critiques	239
168. Le maintien de la distinction	241

LIVRE I. — LA DÉTERMINATION DU DOMAINE PUBLIC	243
---	-----

CHAPITRE I. — La détermination générale du domaine public. Le critère et la composition du domaine public	243
---	-----

SECTION 1. — LA DÉTERMINATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES TEXTES LEGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES	243
--	-----

169. Les textes concernant le domaine public en général	243
170. Les textes concernant le caractère domanial de certaines catégories de biens	244

SECTION 2. — LA RECHERCHE PAR LA DOCTRINE D'UN CRITÈRE DU DOMAINE PUBLIC	245
--	-----

171. La doctrine du XIX ^e siècle	245
172. La doctrine du XX ^e siècle	246

SECTION 3. — LE CRITÈRE DU DOMAINE PUBLIC DANS LA JURISPRUDENCE	249
---	-----

SOUS-SECTION 1. — Généralités	249
-------------------------------------	-----

173. Les éléments non pris en considération	250
174. L'existence d'un droit de propriété d'une personne publique	251
175. Le caractère immobilier ou mobilier du bien	251
176. L'affectation du bien	253
177. Les modes d'application du critère jurisprudentiel	255

SOUS-SECTION 2. — Les biens affectés à l'usage du public	257
--	-----

178. L'affectation à l'usage du public	257
179. La domanialité publique des biens affectés à l'usage du public	258

SOUS-SECTION 3. — Les biens affectés à un service public	260
--	-----

180. Généralités	260
181. Le service public auquel le bien est affecté	260
182. Suite. Le cas du service public industriel ou commercial	261
183. La condition d'aménagement spécial	263

SECTION 4. — LA COMPOSITION DU DOMAINE PUBLIC	265
---	-----

184. Généralités	265
185. Le domaine maritime naturel	267
186. Les ouvrages établis dans l'intérêt de la navigation maritime	270
187. Le domaine fluvial. Cours d'eau et lacs	271
188. Canaux de navigation	273
189. Ouvrages établis dans l'intérêt de la navigation fluviale	274
190. Les eaux publiques	274
191. Le domaine aérien	275
192. Les voies terrestres (routes, chemins, rues, places)	276
193. Ouvrages divers affectés à l'usage du public	277
194. Le domaine ferroviaire	279
195. Les biens affectés à divers services publics	280

CHAPITRE II. — La détermination particulière du domaine public. L'incorporation au domaine public et la sortie du domaine public	283
--	-----

SECTION 1. — L'INCORPORATION AU DOMAINE PUBLIC	283
--	-----

196. Généralités	283
197. Le domaine public naturel	284
198. Le domaine public artificiel. Conditions d'incorporation : nécessité d'un acte juridique d'affectation	285
199. Suite. Conditions d'incorporation : nécessité d'une affectation de fait s'ajoutant à l'acte juridique d'affectation	287

SECTION 2. — LA SORTIE DU DOMAINE PUBLIC. LA DESAFFECTATION OU DÉCLASSEMENT	287
200. Généralités	287
201. Les conditions de sortie du domaine public. Acte juridique de désaffectation ou déclassement	289
202. Le déclassement résultant d'une situation de fait	290
SECTION 3. — LE CONTENTIEUX DE L'APPARTENANCE D'UN BIEN AU DOMAINE PUBLIC	292
203. Le principe. Compétence de la juridiction administrative	292
204. La compétence de la juridiction judiciaire	292
CHAPITRE III. — La détermination particulière du domaine public. La délimitation des dépendances du domaine public	294
205. Généralités	294
SECTION 1. — LA DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC NATUREL	295
206. Le mode de délimitation	295
207. Les effets de la délimitation. Le caractère déclaratif	296
208. Suite. La réserve des droits des tiers	297
SECTION 2. — LA DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ARTIFICIEL	299
SOUS-SECTION 1. — <i>La délimitation des dépendances du domaine public artificiel autre que les voies publiques.</i>	299
209. La diversité des modes de délimitation	299
SOUS-SECTION 2. — <i>La délimitation des voies publiques. L'alignement</i>	300
210. Généralités	300
211. L'établissement du plan d'alignement	301
212. Les effets des plans d'alignement sur les immeubles compris dans les alignements	302
213. Les effets des plans d'alignement sur les immeubles se trouvant en dehors des alignements	306
214. L'alignement individuel. La demande d'alignement	307
215. La délivrance de l'alignement	308
216. Les effets de l'alignement individuel	309

LIVRE II. — Le régime de domanialité publique	311
CHAPITRE I. — Les caractères généraux du régime de domanialité publique	311
217. Les éléments du régime de domanialité publique	311
218. La pluralité des régimes juridiques de biens faisant partie du domaine public	314
CHAPITRE II. — La propriété des dépendances du domaine public	316
SECTION 1. — LE DROIT DE PROPRIÉTÉ DES PERSONNES PUBLIQUES SUR LES DÉPENDANCES DU DOMAINE PUBLIC	316
219. Les controverses sur la nature du droit des personnes publiques sur le domaine public	316
220. L'admission du droit de propriété par la jurisprudence	318
221. Les caractères du droit de propriété des personnes publiques sur le domaine public	319
SECTION 2. — LE RATTACHEMENT DES DÉPENDANCES DU DOMAINE AUX PERSONNES PUBLIQUES	321
222. Généralités	321
223. Les domaines publics des personnes publiques	322
224. Les changements dans la propriété du domaine public	324
CHAPITRE III. — Le régime de domanialité publique envisagé dans ses conséquences vis-à-vis des personnes publiques propriétaires du domaine	326
SECTION 1. — L'ACQUISITION DES BIENS DU DOMAINE PUBLIC	326
225. Les procédés d'acquisition	326
SECTION 2. — LES AFFECTATIONS, CHANGEMENTS D'AFFECTATION ET DESAFFECTATIONS DES BIENS DU DOMAINE PUBLIC	327
SOUS-SECTION 1. — <i>Les affectations et désaffectations</i>	327
226. Le régime juridique des affectations et désaffectations	327
SOUS-SECTION 2. — <i>Les changements d'affectation</i>	329
227. Les changements d'affectation à l'intérieur d'une même personne publique	329
228. Les changements d'affectation concernant plusieurs personnes publiques. Les mutations domaniales	331

SECTION 3. — LA GESTION ET L'ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC	333
229. Les institutions administratives de gestion du domaine public	333
230. L'entretien du domaine public	334
SECTION 4. — LE DOMAINE PUBLIC ET LES CHARGES LEGALES OU CONVENTIONNELLES DE LA PROPRIÉTÉ	335
SOUS-SECTION 1. — <i>Les charges légales de la propriété</i> ..	335
231. Les servitudes non conventionnelles de droit privé	335
232. Les servitudes administratives	336
233. L'expropriation	337
234. Les autres charges légales	338
SOUS-SECTION 2. — <i>Les charges conventionnelles de la propriété</i>	338
235. Les servitudes conventionnelles	338
236. Les hypothèques	339
SECTION 5. — L'INALIÉNABILITÉ DES DÉPENDANCES DU DOMAINE PUBLIC	339
237. Le principe d'inaliénabilité	339
238. La portée du principe	340
239. Les conséquences du principe	342
CHAPITRE IV. — Le régime de domanialité publique envisagé dans ses conséquences vis-à-vis des tiers	344
SECTION 1. — LES CHARGES DE VOISINAGE PESANT SUR LE DOMAINE PUBLIC	344
240. L'inapplication au domaine public des règles concernant les charges de voisinage de droit commun	344
241. Les droits des riverains des voies publiques : les aisances de voirie. Généralités	344
242. La situation des titulaires des aisances de voirie vis-à-vis des tiers	347
243. La situation des titulaires des aisances de voirie vis-à-vis de l'administration	347
244. Les droits des riverains en cas de déclassement de la voie publique	349
245. La situation des riverains des autres dépendances du domaine public	350
SECTION 2. — LES CHARGES DE VOISINAGE ÉTABLIES AU PROFIT DU DOMAINE PUBLIC	350
246. Les charges de voisinage de droit commun	350
247. Les servitudes administratives. Généralités	351

248. Les différentes servitudes administratives au profit du domaine public (en dehors des voies publiques, du domaine maritime, des voies ferrées et des cours d'eau)	353
249. Les obligations et les servitudes concernant les riverains des voies publiques	354
250. Les obligations des riverains des voies fluviales	356
251. Les obligations des riverains du domaine public maritime	358
252. Les obligations des riverains des voies ferrées	358

CHAPITRE V. — Le régime de domanialité publique envisagé dans ses conséquences vis-à-vis des tiers. La situation des usagers du domaine public

253. Généralités	359
------------------------	-----

SECTION 1. — L'UTILISATION DU DOMAINE AFFECTÉ AUX SERVICES PUBLICS

254. Généralités	361
255. L'utilisation d'une dépendance du domaine public affecté à un service public concédé	362
256. L'utilisation du domaine public ferroviaire par le concessionnaire de chemin de fer	365

SECTION 2. — L'UTILISATION DU DOMAINE AFFECTÉ À L'USAGE DU PUBLIC. LES UTILISATIONS COMMUNES OU COLLECTIVES

257. Généralités	367
258. Le régime des utilisations collectives ou communes. La liberté d'utilisation	369
259. Suite. L'utilisation professionnelle du domaine public ..	372
260. Le régime des utilisations collectives ou communes. La gratuité de l'utilisation	374
261. Le régime des utilisations collectives ou communes. L'égalité des bénéficiaires de l'utilisation	376

SECTION 3. — L'UTILISATION DU DOMAINE AFFECTÉ À L'USAGE DU PUBLIC. LES UTILISATIONS PRIVATIVES

262. Généralités	378
263. Distinction des utilisations fondées sur un acte unilatéral et des utilisations fondées sur un contrat	379

SOUS-SECTION 1. — *Les utilisations privées fondées sur un acte administratif unilatéral. La permission de voirie*

264. Généralités	380
265. Les conditions de la permission. Les conditions administratives	382
266. Les conditions de la permission. Les conditions financières	383

267. La délivrance de la permission. Règles de compétence et de forme	386
268. La délivrance de la permission. Pouvoirs de l'administration	387
269. La fin de la permission de voirie	389
270. Le retrait de la permission de voirie	391
271. La situation du permissionnaire de voirie	393
272. La nature juridique de la situation du permissionnaire de voirie	395
SOUS-SECTION 2. — <i>Les utilisations privatives fondées sur un contrat</i>	
273. Généralités	396
274. La notion de contrat comportant occupation du domaine public	397
275. Classification des contrats comportant occupation du domaine public	399
276. Le régime juridique des contrats comportant occupation du domaine public. Généralités	400
277. La passation du contrat	401
278. Les droits de l'administration	402
279. Les droits de l'occupant	403
280. Les obligations de l'occupant. La redevance	405
281. La fin du contrat	407
282. Le contentieux du contrat	408
SECTION 4. — L'OCCUPATION SANS TITRE DU DOMAINE PUBLIC	
283. La situation de l'occupant sans titre	409
284. Les moyens dont dispose l'administration pour mettre fin aux occupations sans titre	410
CHAPITRE VI. — Le régime de domanialité publique envisagé dans ses conséquences vis-à-vis des tiers. La protection du domaine public contre les empiètements et dégradations	
285. Généralités	412
SECTION 1. — LA POLICE DE LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC	
286. Les caractères généraux et le fondement de la police de la conservation	412
287. Le domaine de la police de la conservation	414
288. L'utilisation à des fins de conservation de la police générale de l'ordre public	414

SECTION 2. — LA PROTECTION PÉNALE DU DOMAINE PUBLIC		416
289. Généralités		416
290. Le contentieux répressif relevant de la juridiction judiciaire		417
291. Le contentieux répressif relevant de la juridiction administrative. Généralités		417
292. Le régime des poursuites		418
293. Les causes d'exonération		420
294. Les sanctions		421
SECTION 3. — L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DU DOMAINE PUBLIC ..		422
295. Le principe d'imprescriptibilité du domaine public		422
296. Les conséquences du principe		423

TITRE II LE DOMAINE PRIVÉ

CHAPITRE I. — Les caractères généraux du domaine privé		425
SECTION 1. — LA CONCEPTION DU DOMAINE PRIVÉ		425
297. La conception traditionnelle		425
298. La critique de la conception traditionnelle		426
SECTION 2. — LA COMPOSITION DU DOMAINE PRIVÉ		428
299. Le problème du critère du domaine privé		428
300. Les biens faisant partie du domaine privé		429
CHAPITRE II. — La constitution du domaine privé ...		431
SECTION 1. — L'INCORPORATION D'UN BIEN AU DOMAINE PRIVÉ		431
301. Les modes d'acquisition exorbitants du droit commun ..		431
302. Les modes d'acquisition empruntés au droit commun et à titre gratuit		432
303. Les modes d'acquisition empruntés au droit commun et présentant un caractère onéreux		433
SECTION 2. — LA DÉTERMINATION DE LA DOMANIALITÉ PRIVÉE		434
304. La délimitation du domaine privé		434
305. Les litiges concernant la domanialité privée d'un bien ...		434

CHAPITRE III. — Le régime juridique du domaine privé	436
SECTION 1. — LE DOMAINE PRIVE ET LES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES	436
306. Le droit de propriété des personnes publiques sur le domaine privé	436
307. Les institutions de gestion du domaine de l'Etat	437
308. Les institutions de gestion du domaine des collectivités locales	438
SECTION 2. — LE REGIME JURIDIQUE APPLICABLE A LA GESTION DU DOMAINE PRIVE	439
309. L'application du droit commun	439
310. L'application de règles exorbitantes du droit commun ..	439
SECTION 3. — L'ALIENATION DES DEPENDANCES DU DOMAINE PRIVE	441
311. Généralités	441
312. Le régime juridique des aliénations	443
SECTION 4. — LES UTILISATIONS DU DOMAINE PRIVE. LES UTILISATIONS PAR DES PERSONNES PUBLIQUES	445
313. Généralités	445
314. Les affectations internes	445
315. Les affectations externes	446
SECTION 5. — LES UTILISATIONS DU DOMAINE PRIVE. LES UTILISATIONS PAR DES PERSONNES PRIVEES OU DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION	447
316. Les utilisations générales. L'utilisation des biens « communaux »	447
317. Les utilisations privatives. Les utilisations fondées sur un acte administratif unilatéral	448
318. Les utilisations privatives. Les utilisations fondées sur un contrat	448
319. Les utilisations par des agents de l'administration	450
SECTION 6. — LA RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATION A PROPOS DU DOMAINE PRIVE	450
320. L'application du droit privé et de la compétence judiciaire	450
321. L'application du droit public et de la compétence administrative	451

TROISIÈME PARTIE LES TRAVAUX PUBLICS

TITRE I GENERALITES

CHAPITRE I. — La notion de travail public	455
322. Généralités	455
323. Sources de la notion de travaux publics	456
SECTION 1. — LA NOTION TRADITIONNELLE	457
324. Généralités	457
325. Travail immobilier	457
326. Travail accompli dans un but d'intérêt général	459
327. Travail accompli par une personne publique ou pour son compte	461
SECTION 2. — L'EXTENSION DE LA NOTION TRADITIONNELLE	463
328. Généralités	463
329. Travaux effectués pour la réalisation d'un service public ..	465
330. Travail effectué par une personne publique	466
CHAPITRE II. — Les conséquences attachées à la notion de travail public	468
331. Le caractère attractif de la notion de travail public	468
332. Le régime juridique des travaux publics	468
333. Le régime contentieux des travaux publics	469

TITRE II LA REALISATION DU TRAVAIL PUBLIC

CHAPITRE I. — Les conditions administratives et financières de la réalisation du travail public	472
334. L'établissement du projet de travaux publics	472
335. Les conditions administratives de la réalisation du travail public	474
336. Le financement du travail public	476

CHAPITRE II. — Les modes d'exécution des travaux publics	477
337. Généralités	477
SECTION 1. — LA REGIE	479
338. La notion d'exécution du travail public en régie	479
339. Le domaine de l'exécution en régie	480
SECTION 2. — LA CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS	480
340. Généralités	480
341. Conclusion de la conception	484
342. Les obligations du concessionnaire	487
343. Les droits du concessionnaire	488
344. Les droits du concédant	489
345. La fin de la concession	491
346. Le contentieux de la concession	492
CHAPITRE III. — Les modes d'exécution des travaux publics (Suite). Le marché de travaux publics	494
SECTION 1. — LA NOTION DE MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS	494
347. Le caractère du marché de travaux publics	494
348. La qualification du marché de travaux publics	496
349. Éléments de la qualification comme marché de travaux publics. L'élément matériel	497
350. Éléments de la qualification comme marché de travaux publics. L'élément organique	499
SECTION 2. — LA CONCLUSION DU MARCHÉ	502
351. Les parties	502
352. Les règles de compétence	503
353. Le mode de passation du marché	504
354. La forme du marché	504
355. L'objet du marché	506
SECTION 3. — LES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	507
356. L'obligation d'exécution personnelle	507
357. L'obligation de respecter les délais d'exécution	509
358. L'obligation d'exécuter selon les modalités techniques prévues au marché	510
359. Les obligations relatives au personnel de l'entreprise	510
359 bis. Les sanctions des obligations de l'entrepreneur (et architecte)	510
SECTION 4. — LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION	512

SOUS-SECTION 1. — <i>Les pouvoirs de contrôle et de direction</i>	512
360. Généralités	512
361. Le pouvoir de contrôle	513
362. Le pouvoir de direction	514
SOUS-SECTION 2. — <i>Le pouvoir de modification unilatérale</i>	514
363. Généralités	514
364. Les limites du pouvoir de modification	516
365. Le pouvoir de résiliation	517
SOUS-SECTION 3. — <i>Le pouvoir de sanction</i>	518
366. Généralités	518
367. Les clauses pénales	519
368. Les dommages-intérêts	519
369. La mise en régie	519
370. La résiliation pure et simple	522
371. La résiliation avec réadjudication sur folle enchère	523
372. L'exclusion des marchés	523
SECTION 5. — LES DROITS DE L'ENTREPRENEUR	524
SOUS-SECTION 1. — <i>Le droit au prix</i>	624
373. La fixation du prix	524
374. L'immutabilité du prix	525
375. Les limites du principe d'immutabilité du prix	526
SOUS-SECTION 2. — <i>Le droit d'obtenir des indemnités de l'administration</i>	527
376. Le droit à être indemnisé en cas de modifications apportées au contrat par l'administration	527
377. Le droit à être indemnisé en cas d'aggravation des charges du contrat	528
378. Le droit à indemnité en cas de manquement de l'administration à ses obligations	529
SOUS-SECTION 3. — <i>Le droit de demander la résiliation du marché</i>	530
379. La résiliation aux torts de l'administration	530
SECTION 6. — LA LIQUIDATION DU MARCHÉ	530
SOUS-SECTION 1. — <i>La réception des travaux</i>	530
380. La réception provisoire	531
381. Le délai de garantie	531
382. La réception définitive	532
383. La réception unique	533

SOUS-SECTION 2. — <i>La détermination et le paiement du prix</i>		533
384.	Les attachements	533
385.	Les décomptes	534
386.	Le paiement du prix	535
SOUS-SECTION 3. — <i>La responsabilité décennale ou biennale de l'entrepreneur et de l'architecte</i>		536
387.	Généralités	536
388.	Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité	538
389.	L'imputation de la responsabilité	540
390.	Le fondement de la responsabilité	541
391.	Le délai	542
392.	Les clauses contractuelles	543
393.	Les effets de la responsabilité décennale	544
394.	Les rapports de la responsabilité de l'entrepreneur et de la responsabilité de l'architecte	544
395.	La responsabilité de l'entrepreneur au-delà du cadre de la garantie décennale	544
SECTION 7. — LE CONTENTIEUX DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS		545
396.	Le recours à l'administration	546
397.	Le règlement amiable	546
398.	L'arbitrage	547
399.	Le recours juridictionnel	547

TITRE III

LES TRAVAUX PUBLICS ET LES ADMINISTRÉS

CHAPITRE I. — La collaboration des administrés à l'exécution des travaux publics		550
400.	Généralités	550
401.	L'offre de concours. Généralités	551
402.	La formation du contrat	552
403.	Les effets du contrat d'offre de concours	553
CHAPITRE II. — Les sujétions pouvant résulter pour les administrés de l'exécution des travaux publics ..		555
SECTION 1. — LES SUJETIONS ADMINISTRATIVES		555
404.	L'occupation temporaire	555
405.	Les servitudes diverses	557

SECTION 2. — LES SUJETIONS FINANCIÈRES		558
406.	La récupération des plus-values	558
407.	Les taxes et prestations financières obligatoires	560
CHAPITRE III. — Les dommages de travaux publics ..		562
SECTION 1. — GÉNÉRALITÉS		562
408.	La réparation des dommages de travaux publics	562
SOUS-SECTION 1. — <i>La notion de dommages de travaux publics</i>		563
409.	Le lien avec un travail public ou un ouvrage public	563
410.	L'exclusion des dommages relevant de la compétence de la juridiction judiciaire	564
411.	Les principales catégories de dommages de travaux publics	564
SOUS-SECTION 2. — <i>Le fondement et les limites de la responsabilité en matière de dommages de travaux publics</i>		567
412.	Le fondement	567
413.	Les limites de la responsabilité	569
SECTION 2. — LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ		570
SOUS-SECTION 1. — <i>Les dommages subis par les tiers</i> ...		570
414.	Le principe de responsabilité applicable à la réparation des dommages subis par des tiers	570
415.	Les conditions de la responsabilité sans faute : la qualité de tiers	571
416.	Les conditions de la responsabilité sans faute (suite). Le caractère anormal du dommage	572
417.	Les conditions de la responsabilité sans faute (suite). L'existence d'un droit lésé dans le cas du dommage aux biens	573
SOUS-SECTION 2. — <i>Les dommages subis par les usagers d'un ouvrage public</i>		574
418.	La notion d'usager	574
419.	Le principe de la responsabilité applicable aux dommages subis par les usagers	576
420.	La notion de défaut d'entretien normal	577
SOUS-SECTION 3. — <i>Les dommages subis par des participants au travail public</i>		578
421.	La notion de participant	578
422.	La réparation des dommages subis par les participants ..	579

SECTION 3. — LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ . . .	579
SOUS-SECTION 1. — <i>L'exercice de l'action en responsabilité</i>	579
423. La juridiction compétente. La compétence de la juridiction administrative	579
424. La compétence de la juridiction judiciaire. La compétence d'attribution	581
425. Suite. Les dommages subis par les usagers des services publics industriels et commerciaux	582
426. Suite. Autres cas	583
427. Les conditions de recevabilité du recours en responsabilité devant la juridiction administrative	583
SOUS-SECTION 2. — <i>Les personnes tenues à réparation</i> . . .	584
428. Les dommages résultant de l'exécution des travaux publics	584
429. Les dommages résultant de l'existence de l'état ou du fonctionnement d'un ouvrage public	586
SOUS-SECTION 3. — <i>La réparation</i>	587
430. Les modalités de la réparation	587

TITRE IV

L'OUVRAGE PUBLIC

CHAPITRE I. — La notion d'ouvrage public	590
431. Généralités	590
432. Le caractère immobilier de l'ouvrage	591
433. L'aménagement de l'ouvrage	592
434. Ouvrage public et travail public	592
435. L'affectation de l'ouvrage. Les ouvrages publics appartenant à des personnes publiques	593
436. L'affectation de l'ouvrage (suite). Les ouvrages publics appartenant à des personnes privées	596
CHAPITRE II. — Le régime juridique de l'ouvrage public	598
437. Généralités	598
438. La protection de l'ouvrage public	598
439. La protection de l'ouvrage public (suite). Le principe d'intangibilité de l'ouvrage public	600
440. La réparation des dommages causés par l'ouvrage public	602
INDEX ALPHABÉTIQUE	605
TABLE DES MATIÈRES	613